



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE LOUVAIN

Rue des Wallons, 67 ■ 1348 Louvain-la-Neuve ■ 010/450888 ■ www.aglouvain.be

Une université critique et citoyenne

A. Contexte

Notre société se situe à un carrefour de défis à relever : un accroissement des inégalités, une économie en stagnation, une crise de la démocratie, en passant par une nécessité de réduire notre empreinte écologique. Un de ces défis a été particulièrement lié aux réformes du monde universitaire de ces dernières décennies : le dynamisme économique. La plupart des pays de l'OCDE se sont engagés à faire contribuer l'enseignement et la recherche à un développement accru de leur économie. En Europe, cette transformation a pris un coup d'accélérateur avec le « processus de Bologne » qui vise à l'établissement d'un espace européen de l'enseignement supérieur (ce qui en soit n'est pas une mauvaise chose), régi par un principe de concurrence entre pôles d'excellence (ce qui peut sembler plus problématique). Nos autorités politiques et académiques¹ ont donc entamé une série de réformes afin d'engager le monde universitaire dans cette voie. Le financement des universités par étudiant a été gelé et mis en concurrence², ce qui a abouti à renforcer la compétitivité entre celles-ci, entraînant chasse aux étudiants et menant à l'instauration d'une culture du marketing. Le financement de la recherche, mis également sous pression, s'oriente tendanciellement vers des recherches à court terme, principalement en sciences technologiques et médicales, attractives pour le monde économique. On observe également les politiques institutionnelles et académiques des l'université entrer dans le moules de critères définis par des classements (« rankings ») aux méthodologies douteuses. Le parent pauvre de cette logique est tout ce qui n'est pas quantifiable et valorisable économiquement : les missions de recherche désintéressée, de service à la société et de formation du citoyen. Par paraphraser Decroly et alii, on peut dire qu'il s'est développé « l'idée que la recherche et l'enseignement seraient au service de l'économie et non l'inverse »³.

La présente note a pour objectif de faire prendre à l'AGL une position sur ce processus appelé la « marchandisation de l'université ». Si celle-ci a déjà pris une série de positions approchant le sujet, elle n'en a pas pris précisément dessus. Par ailleurs, étant donné le positionnement récent de nombreux académiques en Fédération Wallonie-Bruxelles, cet enjeu nécessite une position formelle de l'AGL.

B. Entre deux pôles, l'université balance

« D'un côté, les savoirs, l'analyse critique, la réflexion. De l'autre, l'efficacité, la rentabilité, la compétitivité »⁴ tire la Libre Belgique fin du mois de mars. En 2006, Christophe Derenne, ancien président AGL, faisait déjà le même constat : « Il a bien des conceptions de l'université de par le monde. Mais on peut les regrouper néanmoins en deux catégories⁵ : celle des « idéalistes », qui pensent l'université comme lieu de la production du savoir, de recherche de la vérité, comme foyer d'imagination créatrice et de savoirs critiques, et celle des « utilitaristes », qui voient l'université comme lieu de formation de professionnels aux savoir-faire, s'adaptant de ce fait aux besoins des entreprises ou de l'Etat. Tout enseignement se situe quelque part entre ces deux pôles et c'est normal. Mais force est de constater que nos universités dérivent toujours plus, depuis 25 ans, vers le second pôle ».

En effet, le projet européen d'enseignement supérieur se base sur un double postulat : « Dans un monde organisé par la concurrence, il faut être compétitif. Pour être compétitif, il faut vivre dans un monde

¹ Le processus de Bologne a été principalement porté en FWB par le Conseil des Recteurs francophones (PITSEYS, 2006)

² C'est le célèbre principe de « l'enveloppe fermée »

³ « Pour une désexcellence des universités » DECROLY et alii in La Libre Belgique, 24 mars 2012

⁴ La Libre Belgique, 31 mars 2012

⁵ Conceptions de l'Université, Jacques Drèze et Jean Debelle, Bruxelles 1967.

organisé par la concurrence et y être préparé. L'éducation est enjointe de contribuer à la transformation de la société et conforme à l'ordre concurrentiel »⁶.

C. Quel modèle désirons-nous ?

En tant qu'étudiants, que souhaitons-nous pour notre université, son enseignement et sa recherche ? Souhaitons-nous nous inscrire dans la dynamique de marchandisation de l'université impulsée par les autorités politiques et fréquemment relayée par les autorités académiques, ou préférons-nous nous inscrire en porte-à-faux avec cette logique et promouvoir un autre modèle universitaire ?

Sur quels principes celui-ci pourrait-il se baser ? Le parti que propose cette note est de considérer l'université comme un lieu de créativité, de savoirs critiques, d'émancipation individuelle et collective. Suivre cette voie passe dès lors par une réaffirmation des missions de l'université⁷ :

- assurer une recherche libre, fondamentale et appliquée, basée sur des critères de pertinence scientifique et non de rentabilité économique ;
- vivifier la réflexion de la société sur elle-même, en particulier sur son mode de développement. Ce qui ne se réduit pas à transférer des technologies vers le monde économique comme actuellement ;
- offrir aux étudiants une formation critique et citoyenne. Ce qui passe par un ré-équilibre de la part de savoir opérationnels et critiques et de la part de compétences générales et professionnalisantes. Il ne s'agit pas ici de s'opposer à la formation de futurs professionnels, ce qui est également le but de l'université, mais d'exiger que cette formation n'ait pas comme unique but l'employabilité, sans vision à long terme, et la réponse aux exigences immédiates du marché.

Dans le courant du mois de mars 2012, plus de deux mille académiques réunis au sein du collectif « univendébat »⁸ ont émis une critique virulente des « dérives utilitaristes » des universités européennes. Ce collectif a rédigé un manifeste allant dans le même sens que les critiques et propositions émises dans la présente note. Pour les initiateurs et signataires de ce manifeste, les missions des universités ont pour finalités :

- de conserver les savoirs acquis au cours de l'histoire, de produire de nouveaux savoirs et de transmettre les uns et les autres au plus grand nombre avec les controverses dont ils ont été ou sont l'objet ;
- de former les étudiants aux méthodologies de recherche et à l'analyse critique des enjeux et effets sociétaux des questions, pratiques et résultats du champ scientifique, à l'exercice d'une pensée dégagée de tout dogme dans la quête du bien commun et à celui d'une activité professionnelle experte et responsable ;
- d'alimenter la réflexion des sociétés sur elles-mêmes, en particulier sur leur modèle de développement.

D. Position de l'AGL

En conclusion de l'analyse développée ci-dessus et des débats auxquels elle a donné lieu, l'Assemblée Générale des étudiants de Louvain (AGL) se prononce en faveur d'une université critique et citoyenne et en opposition au processus de marchandisation de l'université.

Par ailleurs, l'AGL s'associe au collectif « Université en débat » dans son appel aux autorités politiques à « reconnaître aux universités des finalités conformes à leur identité et à leur fonction sociale et à leur donner les moyens de rencontrer ces finalités » ; et au personnel des universités « à ouvrir des espaces d'expression et d'analyse approfondie du malaise des universitaires, de ses causes et de ses pistes de solution ; à se mobiliser dans des actions concrètes ».

Note déposée au Conseil AGL le 22 avril 2012 par O.Malay à Louvain-la-Neuve

⁶ Bruno & Clement & Laval, 2010

⁷ Pour des récentes positions de l'AGL allant dans ce sens : Note PQG (2010), Note sur les acquis d'apprentissage (2011), Note sur la sélection à l'entrée (2012) disponibles sur aglouvain.be

⁸ <http://www.univendebat.eu>